



Après le succès des mobilisations du 29 septembre, le pouvoir craint notre révolte : donnons-lui raison !

Mardi 29 septembre, les fonctionnaires ont fait grève et manifesté pour des moyens et contre le blocage de leur salaire. Des cheminots, des métallos, des postiers, des salariés de la chimie, du public comme du privé, ont à participé. Les pompiers de tout le pays ont occupé le Champ-de-Mars à Paris pendant deux jours et rejoint par milliers la manifestation de la capitale pour crier leur colère après cet été caniculaire où ils ont été envoyés en première ligne sans moyens. Toute la semaine, des lycéens des quartiers les plus défavorisés ont fait grève ou bloqué leur établissement pour dénoncer leurs conditions d'étude et refuser la sélection par le fric. Oui, il est temps de s'y mettre tous ensemble, non seulement pour empêcher les flics de casser les dents des lycéens, mais pour enfin « vivre et pas survivre » !

La guerre des prix ne se mène pas contre les peuples mais contre les capitalistes

Jeudi 24 septembre, à la télé, Macron a annoncé l'envoi de soldats en Arabie saoudite. Il se justifie en expliquant qu'il fait tout pour contenir les prix de l'essence qui non seulement empêchent bon nombre d'entre nous de faire le plein, mais pèsent sur les prix alimentaires déjà à la hausse. La guerre pour contenir les prix ? Sauf que la hausse actuelle est un produit de la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran, agression que Macron renforce pour les intérêts des pétroliers français. Notre pouvoir d'achat, il s'en moque ! Il y aurait pourtant des mesures simples : augmenter les salaires, bloquer les prix. Mais cela amputerait les profits des capitalistes et le rôle de Macron est au contraire de leur permettre de gonfler : la France est désormais sur la deuxième marche du podium des dividendes avec 61 milliards d'euros versés aux actionnaires.

Guerre aux plus fragiles

Lecornu prétend économiser 54 milliards sur le prochain budget. Pas en puisant sur ces dividendes, ni dans les 211 milliards d'exonérations et subventions au bénéfice des patrons. Mais en gelant les pensions des retraités, en gelant une nouvelle fois l'indice des fonctionnaires ainsi que les aides au logement ; en faisant la chasse aux arrêts maladie ; en imposant un délai de carence aux travailleurs étrangers pour l'ouverture de droits. Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics. Mais pas le ministère des

Armées, ni ceux de l'Intérieur ou la Justice qui doivent pouvoir s'en prendre à ces pauvres qui pourraient finir par se révolter.

Ne pas nous contenter de crier notre colère, mais préparer une lutte d'ensemble

C'est bien cette révolte que craint le pouvoir : le spectre des Gilets jaunes lui fait peur, et il a bien raison ! Compter sur l'élection présidentielle pour résoudre au moins une partie de nos problèmes serait un mauvais calcul. D'abord, mai, c'est loin : dans quel état sera notre budget à nous ? Ensuite cela laisserait croire à tous les candidats qui rêvent de gouverner pour le plus grand profit des patrons que nous sommes prêts à attendre patiemment que le « salut » vienne d'en haut.

Nous devons au contraire manifester notre impatience et notre colère par tous les moyens. La journée réussie de mardi dernier ne sera utile que si elle marque le début de la riposte à la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement. Les lycéens poursuivent leur mouvement, qui s'amplifie de jour en jour. Les pompiers ne lâchent rien. On parle d'une nouvelle mobilisation des Gilets jaunes le 17 octobre. Tout ce qui va vers une convergence de toutes les luttes est à prendre.

Nous devons discuter sur nos lieux de travail pour participer à ce qui pourrait devenir un mouvement d'ensemble. Pour nos salaires, pour nos conditions de travail, pour l'avenir de nos enfants, il faut qu'il y ait des suites. Et, si les syndicats se refusent à l'organiser, il nous faudra le faire nous-mêmes.

Décimer pour mieux régner ?

Depuis la reprise des deux dépôts par Transdev, la nouvelle direction a envoyé plus de 90 collègues de Flandre en conseil disciplinaire, soit en gros un sur dix ! Port du gilet sur le dépôt, retards : tout est bon comme prétexte pour faire peur et tenter de montrer qui dirige ! Face aux sanctions qui deviennent collectives à force d'être multipliées, l'effet attendu pour la direction pourrait bien se retourner contre elle. On n'entend pas se laisser diviser et se taire !

Les mécanos de la RATP réclament justice

Depuis 2024, 84 mécanos des bus ont déposé plainte au conseil des prud'hommes pour dénoncer les atteintes de la RATP à leur santé. Dans les ateliers, on est exposé depuis des années à des gaz, produits et poussières toxiques. La direction de la RATP est responsable, elle a mis notre santé en danger en laissant en panne des systèmes d'extraction d'air et en négligeant les formations pour l'usage des produits toxiques. Elle cherche à fuir sa responsabilité et à gagner du temps en faisant reporter le jugement depuis 2 ans, encore une preuve de son mépris des travailleurs.

Avec les mécanos et leurs soutiens, on se donne rendez-vous ce mercredi 30 septembre à 12h devant le conseil des prud'hommes de Paris. Notre santé doit passer avant leurs profits !

29 septembre : grève pour les salaires

Le prix de l'essence bat des records, mais nos salaires ne bougent pas. Alors, ce mardi 29 septembre, on était nombreux en grève aux côtés des travailleurs de la fonction publique, des pompiers et des cheminots pour des meilleurs salaires et pour des moyens pour les services utiles à la population. Ce n'est pas une journée de grève isolée qui fera plier le gouvernement et les patrons, alors discutons avec nos collègues de comment s'organiser et faire converger les luttes !

Keolis : une grève réussie, affaire à suivre...

Début septembre, 600 grévistes aux dépôts de bus d'Ivry, de Vitry, de Villeneuve-le-Roi et au T9 montraient qu'ils ne veulent pas se laisser marcher dessus par Keolis, leur nouveau patron. Grâce à leur lutte, ils vont toucher 700 euros de prime sans condition, alors que la direction prévoyait de verser une prime 500 euros fortement dégressive en cas d'absence, notamment de grève. Bien des sujets restent sur la table, en particulier sur les plannings, et cette prime reste loin de vraies augmentations de salaire. Mais nos collègues de Keolis peuvent s'appuyer sur cette

première grève réussie pour construire un rapport de force !

Qui dresse qui ?

Avant la grève, Keolis a voulu montrer qu'il faisait sa loi sur les dépôts qu'il a récupéré début août par des provocations pour la plupart illégales. La justice a reconnu que ce n'est pas au patron de décider de la régularité d'un préavis de grève. À force de l'encadrer par les « alarmes sociales » ou « déclaration individuelles » le patronat croyait peut-être avoir réussi à l'annuler. Mais on n'a pas attendu cette décision pour exercer notre droit de grève et rappeler au patron que ce n'est pas lui qui fait rouler les bus ou les métros.

Chasse au trésor

Au dépôt de bus de Belliard, les chefs demandent aux mécanos d'aller chercher des pièces détachées à la casse de Stains. On est censé réparer les bus avec des pare-chocs ou des feux chinés sur des bus hors service sans garantie sur l'état des pièces. Leur chasse aux économies nous conduit toujours plus loin : avant on cherchait à prévenir la panne, maintenant on la recycle.

Coupeurs de tête à la RATP comme à Transdev

Aux Docks de Saint Ouen, l'atelier métro de la ligne 14, la charge de travail augmente avec le vieillissement du matos et la baisse des interventions du constructeur. Pour étouffer la colère qui monte chez les collègues, les chefs mettent la pression. Ceux qui ne finissent pas le travail prévu pour la journée doivent remplir un rapport pour s'expliquer. La charge de travail augmente et ce serait aux travailleurs de se justifier !

Certains collègues ont été salés dans leur rapport, ça a suffi comme prétexte à la direction pour envoyer trois d'entre eux en conseil disciplinaire. Ils cherchent à couper des têtes pour que les travailleurs ne protestent pas contre les conditions de travail. Une méthode patronale que la RATP comme Transdev maîtrise à merveille. Mais on est plus fort qu'eux quand on se serre les coudes et qu'on bouge tous ensemble !

Les égouts remontent à la surface

Mediapart révèle que Jordan Bardella multipliait les écrits antisémites en 2013, alors qu'il était jeune militant du Front national. Cela fait des années que le gouvernement et l'extrême droite traitent d'antisémites tous les soutiens au peuple palestinien pour délégitimer et casser notre mobilisation contre le génocide. Oups, le vrai antisémitisme crasse se trouve à l'extrême droite dans la droite ligne de toute son histoire politique.